



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IRIS OHYAMA

Parc d'activité Le Levant
Avenue Marguerite Perey
77127 Lieusaint

Référence : E4/25-**1531**
Code AIOT : 0006520865

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement IRIS OHYAMA implanté Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IRIS OHYAMA
- Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006520865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IRIS OHYAMA France a bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 en date du 03/05/2018 l'autorisant à exploiter une usine de fabrication de mobilier plastique et son centre logistique situés ZA du Parc du Levant à LIEUSAIN.

Elle a également bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/045 du 05/07/2019 de prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation de silos de stockage de matières premières

plastiques sur le site de LIEUSAIN.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.3.2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 7.4.3 et 7.4.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 7.4.1 et 7.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
10	Mise en œuvre du confinement	Lettre du 23/03/2021	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.2	Sans objet
2	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.5	Sans objet
3	Évacuation du personnel	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.2.6	Sans objet
4	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.3.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Permis de travail, de feu, et interdiction d'apporter du feu	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 2.1.3 et 2.1.3.1	Sans objet
9	Propreté et maintenance des installations	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est dans l'essentiel bien tenu mais l'inspection a permis de relever des non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant le respect des seuils de classement des installations, la nature et la quantité des produits entreposés. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses ou, a minima, des fiches d'informations techniques pour les produits cosmétiques, prévues dans le code du travail.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si cet état des stocks n'est consultable qu'au travers de l'outil de gestion informatique, alors ce dernier doit être en mesure de fonctionner et de sortir une édition papier de cet état à tout moment, même en cas de pertes d'utilités (coupure de l'alimentation électrique du site, des moyens de télécommunication....).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks du site au 27/05/2025. Ce document montre que les quantités de matières combustibles stockées sont en deçà des quantités autorisées.</p> <p>Le document est conforme à la réglementation et est accessible à tout moment, informatiquement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.

Le stationnement des poids lourds est interdit sur la voie publique. Il n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues de secours.

Le site dispose en permanence d'un accès au moins positionné de telle sorte qu'il soit toujours accessible pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours.

On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes au stockage, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du stockage.

Constats :

Le site dispose d'un accès et d'une voie au sein du site permettant l'accès des engins des services d'incendie et de secours, et les croisements de ces engins.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation du personnel

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du Code du travail, les parties de bâtiment dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

Les portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de 50 personnes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

L'ouverture des portes faisant partie de dégagements réglementaires doit se faire par une manœuvre simple, toute porte verrouillée devant être manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions et sans clé.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.

En tout état de cause, l'ouverture et l'accès à ces issues ne doivent pas être gênés par des obstacles.

En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas

<p>distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les issues de secours vues lors de la visite terrain étaient accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p>Dans le trimestre qui suit la mise en service, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>Le plan de défense incendie doit être communiqué au service d'inspection des installations classées et au SDIS et est tenu à jour.</p> <p>L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - les mesures de confinement du personnel en cas de déclenchement du PPI d'ALFI ; - la procédure à mettre en œuvre en cas de sinistre occasionnant une diminution de la visibilité sur les axes de circulation ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique et les

mesures à prendre en cas de dysfonctionnement ;

- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux de coupure d'alimentation électrique générale des cellules ;
- la description de fonctionnement opérationnel et de mise en oeuvre des colonnes sèches.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas trois ans. Un premier exercice est organisé dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation.

Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné au maniement des moyens d'intervention et des vannes d'obturation.

Les justificatifs de formation/exercice sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie. Le document, consulté lors de la visite, n'appelle pas de commentaire de l'inspection.

Le dernier exercice a été réalisé le 19/03/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.3.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, extincteurs, RIA, portes coupe-feu, DAD, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons equipotentielle, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Constats :

Les extincteurs, le système de sprinklage, les portes coupe-feu, le désenfumage ont fait l'objet de vérifications qui n'appellent pas de commentaire de l'inspection.

S'agissant des RIA, le rapport relatif à la vérification du 07/10/2024 fait état de 4 RIA hors service (n° 012, 015, 094 et 104). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la remise en état de ces RIA. Par ailleurs, il a été constaté que le RIA n° 097 n'a pas été vérifié en 2024. Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué que le prochain contrôle des RIA est prévu en 09/2025.

S'agissant du système de sécurité incendie, la dernière vérification semestrielle a été réalisée le

12/12/2024. Lors de la visite terrain, le système était en dérangement sur 3 lignes de détecteurs (L10, L11 et L12) en cellule 3.1. L'exploitant a indiqué que la prochaine visite semestrielle du système était prévue le 02/06/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- sous 15 jours : les mesures compensatoires mises en place suite au dérangement du système de sécurité incendie en cellule 3 pour maintenir le niveau de sécurité ;
- sous 1 mois : le rapport relatif à la vérification semestrielle du système de sécurité incendie du 02/06/2025 et les éléments justifiant de la remise en état des 4 RIA hors service ;
- sous 4 mois : le rapport relatif à la vérification des RIA et, le cas échéant, tout élément justifiant de la levée des non-conformités et/ou observations relevées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours, 1 mois et 4 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 7.4.3 et 7.4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité et entretien des installations

Prescription contrôlée :

Article 7.4.3 : Installations électriques - mise à la terre

Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques doivent être réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins E2 120C, munies d'un ferme-porte.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Il est remédié à toute déficience relevée dans les plus brefs délais. Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Article 7.4.3.1 : Zones à atmosphère explosive

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 susvisé, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la

législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. L'exploitant définit sous sa responsabilité, et conformément à la directive européenne du 16 décembre 1999 relative à la prévention des risques d'explosion sur l'ensemble des lieux de travail, dites « ATEX », les zones à risque d'explosion. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Dans ces zones, l'exploitant s'attache à recenser tout le matériel électrique mis en œuvre et à vérifier au moins annuellement sa conformité par rapport aux dispositions reprises dans l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 susvisé, ainsi que la directive « ATEX » susvisé.

Constats :

Les installations électriques du site ont fait l'objet d'une vérification partielle le 24/01/2025 par l'APAVE. Le rapport consulté lors de l'inspection fait état de 29 observations, dont 2 ont été levées par l'exploitant. Par ailleurs, le Q18 indique que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

S'agissant des installations électriques en zones à atmosphère explosible, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de leur conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier :

- de la vérification complète des installations électriques du site ;
- de la levée de l'ensemble des observations relevées lors de la vérification du 24/01/2024 ;
- de la conformité des installations électriques en zones à atmosphère explosible, par rapport aux dispositions reprises dans l'arrêté ministériel du 31/03/1980 et à la directive « ATEX ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 7.4.1 et 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Article 7.4.1 : Bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 7.4.2 : Conditions de stockage

Les quantités totales, maximales, de matières stockées dans les cellules sont décrites au chapitre 1.2. Le stockage est réalisé en masse ou en racks selon les besoins, dans l'ensemble des cellules et locaux de stockage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

<ul style="list-style-type: none"> - Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; - Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Une distance minimale de 1 mètre est respectée entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater, dans la cellule 4, l'encombrement des allées de circulation par du stockage de marchandises, empêchant ainsi une action efficace des moyens d'intervention et favorisant la propagation d'un éventuel incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du respect des conditions de stockage, et notamment du dégagement des allées de circulation dans la cellule 4 (proposition de mise en demeure) ; - du respect des conditions de stockage imposées aux matières stockées en masse (surfaces des îlots, hauteur de stockage et largeurs des allées entre les îlots) (demande de justificatif).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Permis de travail, de feu, et interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 2.1.3 et 2.1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Présence du permis de travail, de feu, de l'interdiction d'apporter du feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.3 : Travaux</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées à l'article 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.3.1 : Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives ou compensatoires prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure relative au plan de prévention à mettre en place avec les entreprises extérieures intervenant sur le site, dans laquelle est fléché le permis de feu. Il a également présenté les permis de feu délivrés pour l'année 2025.

N° 9 : Propreté et maintenance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 2.2.1

Thème(s) : Autre, Propreté et maintenance des installations

Prescription contrôlée :

Article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 03/05/2018 : Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

Article 2.1.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 05/07/2019 : Mesures de maintenance préventive

Le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements sont débarrassés régulièrement des poussières.

L'emploi de la soufflette est interdit pour dépoussiérer les installations. Le dépoussiérage est assuré par un aspirateur industriel adapté au classement de la zone.

Article 2.1.7 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 05/07/2019 : Procédures d'exploitation et consignes de travail

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux spécificités des silos et aux questions de sécurité.

La fréquence et les modalités des opérations de maintenance préventive à effectuer sur les différents équipements des silos et notamment le nettoyage sont fixées sous la responsabilité de l'exploitant et sont précisées dans des consignes, adaptées aux risques d'incendie et d'explosion.

Ces consignes et procédures d'exploitation doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes et procédures doivent porter sur :

- les modes opératoires,
- la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des silos et à la remise en service de ceux-ci en cas d'incident grave ou d'accident,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité,
- les instructions destinées au personnel d'entretien
- la procédure de chargement déchargement,
- les moyens d'extinction à utiliser.

Constats :

Lors de la visite terrain, il a été constaté que le site est globalement maintenu propre.

S'agissant du stockage des polymères en silos, l'exploitant dispose d'une procédure à mettre en œuvre en cas de déversement de billes plastiques. Cette dernière est affichée au niveau de la

zone de chargement/déchargement des silos. Par ailleurs, le regard du réseau d'eaux situé à proximité de l'emplacement de la zone dispose d'une protection interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise en œuvre du confinement

Référence réglementaire : Lettre du 23/03/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024
Prescription contrôlée : <p>L'inspection demandait à l'exploitant de convenir avec la société ALFI d'un moyen d'alerte pour le confinement de ses employés en cas de déclenchement du PPI.</p> <p>À défaut d'un accord rapide, l'exploitant pouvait déclencher le confinement de ses employés en activant sa propre alarme dès que la sonnerie d'alerte de la population serait activée. L'exploitant devait s'assurer qu'il entend bien cette sonnerie qui est testée tous les premiers mercredis du mois.</p>
Constats : <p>Une alarme relative à la mise en œuvre du PPI d'ALFI a été installée sur site le 08/01/2025 par la société ORSON.</p> <p>L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de convenir avec la société ALFI d'un mode d'activation de cette alarme.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit convenir d'un mode d'activation de l'alarme avec la société ALFI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

- date d'échéance qui a été retenue : 21/09/2024

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Suite à la visite, l'exploitant a transmis par mail du 02/06/2025 les rapports des inspections périodiques des ESP du site.

Pour certains ESP, les rapports concluent que les équipements peuvent être maintenus en service sous réserve de la prise en compte des observations mentionnées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la prise en compte des observations mentionnées dans les rapports des inspections périodiques des ESP du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois